

## SOMMAIRE

### Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Les bourses en fête
- Les taux et l'euro en mode baisse
- Le pétrole sur la crête des 60 dollars

### Si vous aviez été absent cette semaine...

- Deux ans pour quoi faire ?
- Reprise ou pas reprise, mon cœur balance
- La Grèce, ou l'art du compromis ou de la compromission

### Le Coin de la Conjoncture

- L'Allemagne peut-elle se muer en cigale méditerranéenne
- L'Amérique Latine le retour des vieux démons
- L'Europe du salaire minimum

### Le Coin des Tendances

- 1,2 milliard de portables et moi et moi
- Ce n'est pas une illusion, la France qui innove existe

### L'agenda éco et les prévisions de la semaine

**LE COIN DES EPARGNANTS**
**Le tableau financier de la semaine**

	Résultats au 27 fév.2015	Evolution sur 5 jours	Résultats au 31 déc. 2014
<b>CAC 40</b>	4 951	+ 2,50 %	4 272 pts
<b>Dow Jones</b>	18 132	-0,04 %	17 823
<b>Nasdaq</b>	4 985	+0,15 %	4 777
<b>Dax Allemand</b>	11 401	+3,18 %	9 805
<b>Footsie</b>	6 946	+ 0,45 %	6 566
<b>Eurostoxx</b>	3 599	+3,11 %	3 146
<b>Nikkei</b>	18 797	+ 2,54 %	17 450
<b>Taux de l'OAT France à 10 ans</b>	0,6360	Stable	0,8370 %
<b>Taux du Bund allemand à 10 ans</b>	0,324	En baisse	0,541 %
<b>Taux du Trésor US à 10 ans</b>	2,003	En légère baisse	2,17 %
<b>Cours de l'euro / dollars</b>	1,1195	-1,63 %	1,2106
<b>Cours de l'once d'or en dollars (1<sup>er</sup> fixing Londres)</b>	1205	-1,23 %	1199
<b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars (18 heures vendredi 20 fév.)</b>	61,640	+2,66 %	57,54

## **Les bourses en fête**

Le Nasdaq a dépassé son niveau de l'an 2000 et efface ainsi l'éclatement de la bulle Internet. L'indice britannique a gagné 5,8 % depuis le début de l'année, le S&P 500 2,50 %, l'indice Nikkei 7,72 %. Le CAC 40, de son côté, connaît un de ses meilleurs démarrages depuis sa création en 1987 avec un gain depuis le 1<sup>er</sup> janvier de 15,89 %. Il faut remonter à 1991 pour connaître une plus forte hausse sur les deux premiers mois de l'année. Le CAC 40 se rapproche ainsi de la barre des 5 000 points. La multiplication des signes encourageants a dopé le CAC qui n'a pas été atteint par la révision à la baisse de la croissance américaine, ni par le taux d'inflation négatif en Allemagne pour le mois de février. La bourse de Paris a été portée par les bons résultats des entreprises. Les autres places européennes sont sur la même longueur d'onde en anticipant l'engagement, la semaine prochaine, du programme de rachats d'actifs par la BCE. L'euphorie du début de l'année ne peut pas se poursuivre au même rythme. Une respiration est possible. Néanmoins, tous les quantitative easing ont débouché sur une hausse soutenue des cours. Par ailleurs, à Paris, il y a un retard à combler. La meilleure valorisation du cours des entreprises financières qui avaient été pénalisées par la crise des dettes publique devrait favoriser la croissance du CAC 40.

## **Les taux et l'euro en mode « baisse »**

Avec les rachats de la BCE, appelés « Extended Asset Purchase Plan (EAPP), les taux devraient poursuivre leur glissade vers le bas tout comme l'euro. Il faut savoir qu'actuellement près du tiers des dettes souveraines de la zone euro sont à taux négatifs. Pour l'Allemagne, ce ratio monte à 66 %. En dehors de la zone euro il faut également signaler que la Banque centrale de Suède a également prévu de lancer un programme de rachats d'actifs. Pour trouver du rendement, il faut jouer sur les obligations corporates et sur les obligations américaines.

Compte tenu de l'engagement du QE, la monnaie européenne cède tout naturellement du terrain d'autant plus certains experts s'attendent, à terme, à une érosion de l'excédent commercial de l'Allemagne du fait de la reprise de la consommation intérieure.

## **Le pétrole sur la crête des 60 dollars**

Le cours du baril de Brent est désormais stable autour de 60 dollars. Par rapport à son point bas de 45 dollars du 13 janvier dernier, il a progressé de 30 %. Sur un an, la baisse reste néanmoins spectaculaire avec - 44 %. Les déclarations des responsables de l'Arabie Saoudite, le recul de l'investissement des compagnies pétrolières, la fermeture de gisements aux Etats-Unis et les espoirs de reprise en Europe ont contribué à cette stabilisation du cours. Les représentants de l'OPEP semblent se satisfaire d'un baril à 60 dollars. Ce cours permet de couvrir à 80 % les dépenses des budgets des pays du Golfe tout en nettoyant le marché des producteurs à coûts élevés... Les experts de l'OPEP considèrent que la demande pourrait progresser rapidement.

## SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE...

### La France, deux ans pour quoi faire ?

La décision de la Commission de Bruxelles, de reporter le retour du déficit public français en-dessous de la barre des 3 % du PIB en 2017, ne constitue pas en soi une surprise ; en effet, le climat est au compromis. Néanmoins, ce report est assorti d'une petite condition. Les pouvoirs publics doivent, d'ici la fin du premier semestre, réaliser 4 milliards d'euros d'économies. L'équation semble délicate à mener car le Gouvernement s'est engagé à ne pas augmenter les impôts et à ne pas toucher aux dépenses liées à la sécurité intérieure et à l'armée. Le Gouvernement pourra tabler sur des recettes supplémentaires générées par la croissance tout en faisant preuve d'imagination. Il effectuera sans nul doute des opérations de régulation budgétaire en reportant certains investissements. Il peut également compter sur la baisse des taux d'intérêt qui réduit le montant du service de la dette. La Commission a également fixé un nouveau calendrier de déficit qui ne sera pas facile à respecter sans un petit coup de pouce du destin. Pour 2015, le déficit public devra être ramené à 4 % du PIB et celui de 2016 à 3,4. En 2017, la France devrait être capable d'être en-dessous des 3 % du PIB de déficit public (2,8 %).

Certains commissaires européens auraient demandé l'engagement dès maintenant d'une procédure disciplinaire à l'encontre de la France. La Commission a souhaité néanmoins temporiser tout en ne s'interdisant pas l'ouverture, au mois de juin, d'une procédure de sanctions pour déséquilibre macroéconomique.

Ce report est sans incidence pour l'économie à court terme. En effet, les taux d'intérêt sont à un taux historiquement bas et devraient le rester du fait de la politique monétaire de la BCE. La balance des paiements courants est redevenue excédentaire grâce à la réduction du déficit commercial. La France ne souffre pas d'un déficit d'épargne. En revanche, l'investissement des entreprises demeure faible. En cas de reprise de ce dernier, les entreprises pourraient souffrir d'un effet d'éviction compte tenu de la recherche de la part des investisseurs de placements sans risque.

### Reprise ou pas reprise, mon cœur balance

Est-ce le début d'un retournement de tendance ? Ce qui est certain, c'est que l'année ne démarre pas sous des mauvais auspices. Plusieurs résultats et indicateurs encourageants ont été publiés ces derniers jours.

### L'arrêt de l'augmentation du chômage

La plus grande surprise provient du marché de l'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi, catégorie A, a, en effet, diminué, en France, de 19 100 au mois de janvier, soit un recul de 0,5 % par rapport au mois de décembre. Il s'élevait, à la fin du mois dernier, à 3 481 600. La hausse sur un an atteint néanmoins 4,8 %. Certes, le nombre de demandeurs d'emploi, catégories A, B, C, continue, en revanche d'augmenter de 0,3 % pour atteindre 5 232 100. La hausse sur un an est de 6,2 %.

Le marché de l'emploi commence-t-il à bénéficier de l'alignement d'un certain nombre de planètes (baisse du cours du pétrole, dépréciation de l'euro, annonce du plan de quantitative easing de la BCE, plan d'investissement de la Commission européenne, reprise américaine, CICE et pacte de responsabilité...) ? Rien n'est moins sûr. Cet alignement a pu avoir un petit effet psychologique en janvier mais il est encore trop récent pour avoir été intégré dans les décisions des entreprises. Ce qui est certain, c'est que les flux d'entrée ont diminué. Il y a eu 521 700 inscriptions à Pôle Emploi au mois dernier contre 532 600 au mois de décembre. Les sorties ont également progressé, 500 400 contre 494 000. Le marché de l'emploi a pu également bénéficier des importants départs à la retraite qui interviennent traditionnellement en fin d'année.

La gestion administrative a contribué à l'amélioration avec des radiations qui expliquent 10 % des sorties. En effet, les reprises d'emploi déclarés ne représentent que 19 % des sorties du Pôle Emploi quand les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation pèsent 43,3 %.

Au niveau régional, la situation de l'emploi continue à se dégrader en Corse qui enregistre une croissance du nombre de chômeurs (catégorie A) de 12 % sur un an. Suivent loin derrière, les Pays de la Loire avec une hausse de 6,5 %, l'Aquitaine avec une hausse de 6 % et la Champagne-Ardenne avec 5,8 %. La Corse aurait certainement besoin d'un plan de soutien spécifique au regard de la détérioration de son marché du travail.

L'INSEE ne tablait pas sur une amélioration du marché de l'emploi avant la fin de l'année 2015. Les effets cumulés des différents chocs positifs dont bénéficie l'économie ainsi que les nombreux départs à la retraite pourraient amener une amélioration plus rapide qui pourrait se manifester au cours du deuxième trimestre. La dépréciation de l'euro et la baisse du cours du pétrole devrait générer un surcroît de croissance de 0,6 à 0,8 point. Par ailleurs, le pacte de responsabilité et le CICE portent également sur près d'un point du PIB. Il y a donc matière à générer un surcroît d'emplois.

### **La consommation redémarre-t-elle enfin sur fond de confiance retrouvée ?**

La consommation a enregistré au mois de janvier une hausse de 0,6 % soutenue par les achats de véhicules automobiles et ceux d'équipement de logement. Cette bonne tenue de la consommation repose sur une amélioration de la confiance des ménages. Ainsi, selon l'indicateur de l'INSEE, au mois de février la confiance des ménages s'améliore gagne 2 points et atteint son plus haut niveau depuis mai 2012.

Il ne faut pas tomber dans un d'optimisme excessif car cet indicateur reste nettement en dessous de sa moyenne de longue période.

### **Les chefs d'entreprise hésitent**

L'indice du climat des affaires est stable depuis plusieurs mois mais l'indice de retournement est dans le vert témoignant que les chefs d'entreprise croient au retour de la croissance.

## La Grèce ou l'art du compromis

Les négociations auront été finalement assez courtes. La Grèce qui avait besoin d'une nouvelle tranche d'aide ne pouvait guère jouer la montre. De son côté, les représentants de la Troïka rebaptisé « les Institutions » ne souhaitaient pas un pourrissement du dossier au moment où l'Europe commence à sortir la tête de l'eau. Le point clef était d'éviter l'humiliation d'une des parties. Si le Gouvernement grec a dû accepter les conditions des Ministres des finances de la zone euro, il peut se prévaloir d'avoir obtenu une liberté relative dans le choix des réformes structurelles à mettre en œuvre. La Grèce a ainsi obtenu l'extension pour quatre mois du programme de financement. Elle est conditionnée par l'obtention, d'ici la fin du mois d'avril, d'un accord sur les réformes à appliquer. Ce dernier permettra le versement de l'aide financière européenne en suspens : 1,8 milliard d'euros du FESF et 1,9 milliard d'euros de la BCE. Le versement des 3,5 milliards d'euros du FMI nécessitera une négociation spécifique.

Les autorités grecques ont dû s'engager à poursuivre les réformes structurelles. Mais, désormais, elles ont le choix des mesures à prendre. Les réformes à mettre en œuvre restent soumises à approbation des Institutions. Le Gouvernement grec a promis de ne pas abroger les réformes adoptées depuis 2010.

Le programme électoral de Syriza sera, dans ces conditions, différé ou enterré (hausse du salaire minimum, baisse des impôts, augmentation des pensions les plus modestes).

La situation de la Grèce est d'autant plus compliquée que d'ici le mois d'avril elle doit rembourser 1,5 milliard d'euros au FMI et que l'accès au Fonds Hellénique de Stabilité Financière est soumis à l'accord de la BCE. Mais, si à court terme, la Grèce devra faire face à de nombreuses contraintes, le nœud coulant pourrait se desserrer après le mois d'avril. En effet, les banques grecques pourraient accéder à nouveau aux opérations de refinancement de la BCE. En outre, avec cet accord, les fuites de capitaux qui ont atteint depuis le mois de décembre plus de 20 milliards d'euros pourraient se réduire.

D'ici le mois de juin, il faudra également se mettre d'accord sur le niveau de l'excédent primaire. Le Gouvernement grec souhaite fixer un objectif entre 1,5 et 2 % du PIB quand les Institutions proposent 4 à 4,5 % du PIB. La première option impose une aide accrue de l'Europe et une restructuration de la dette. Logiquement, en vertu de l'accord de 2012, il est prévu de ramener la dette publique en 2020 à 124 % du PIB contre 175 % du PIB actuellement.

Aléxis Tsípras doit, dans les prochaines semaines, faire accepter par sa majorité le compromis en soulignant les avancées obtenues par la Grèce en termes de marges de manœuvre et de calendrier. Cet exercice permettra de vérifier la solidité de la coalition Syriza et Anel avant de se lancer dans de nouvelles discussions.

## LE COIN DE LA CONJONCTURE

### **L'Allemagne peut-elle se muer en cigale méditerranéenne ?**

Sous la menace d'une procédure pour excédents commerciaux excessifs, l'Allemagne serait-elle en train de changer de modèle en privilégiant la demande intérieure ? L'Allemagne a construit sa croissance, ces dernières années, sur ses exportations et donc sur les déficits commerciaux de ses voisins qu'elle a alimentés en retraitant sous forme de prêts l'épargne accumulée. La vertu se nourrissait des vices de ses partenaires en les favorisant.

Plusieurs données économiques semblent prouver que l'Allemagne entend jouer la demande intérieure comme vecteur de croissance.

Les salaires augmentent plus vite que la moyenne de la zone euro ; la création du SMIC a amélioré, en particulier, dans le secteur des services, le pouvoir d'achat de plusieurs millions d'actifs. Le salaire minimum allemand est, selon Eurostat, plus élevé en Allemagne qu'en France. Par ailleurs, la revalorisation de certaines prestations sociales notamment les pensions de retraite favorise la demande interne.

Ce changement de modèle se traduit par une détérioration des marges des entreprises et une diminution de leurs profits. Pour le moment, il n'a pas d'incidence sur les résultats du commerce extérieur. En effet, les exportations allemandes bénéficient d'une faible élasticité prix. Les augmentations des prix ont peu de conséquences sur les ventes. Néanmoins, les entreprises allemandes pourraient à terme être handicapées d'autant plus que le niveau de l'investissement reste faible. Il faut corriger ce point en soulignant que si les entreprises investissent peu, elles le font de manière très ciblée en privilégiant les équipements de pointe.

Avec ce changement de modèle, l'Allemagne soutiendra, dans les prochains mois, un peu plus la croissance européenne. Pour les marchés financiers, cela signifie que la balance des paiements courants sera moins excédentaire. La capacité d'épargne diminuera également. Cela devrait contribuer à accélérer la baisse de l'euro par rapport aux autres devises.

### **L'Amérique Latine, le retour des vieux démons**

L'Amérique Latine est toujours à la recherche d'un mode croissance vertueux. Les économies de la grande majorité des Etats de ce continent pratiquent les montagnes russes. Après quelques années d'euphorie provoquées par l'augmentation des cours des matières premières et des produits agricoles, les pays d'Amérique Latine doivent faire face à des déficits de leur balance des paiements courants, à des fuites de capitaux, à l'inflation, à une hausse des taux d'intérêt et à une dégradation de leur compétitivité. La croissance diminue de trimestre en trimestre ; certains Etats étant même en récession.

## **Brésil, vivement la fin des jeux**

Le Brésil résume bien la situation dans laquelle se trouve le continent. Le déficit du compte courant brésilien a été en 2014 de 91 milliards de dollars soit le troisième plus important du monde après ceux du Royaume-Uni (120 milliards de dollars) et des États-Unis (410 milliards de dollars). Ce déficit provient principalement de la dégradation de la balance commerciale.

La faiblesse des prix des matières premières et l'aggravation des problèmes de compétitivité liés à des goulots d'étranglement en matière d'infrastructures, l'étroitesse du marché du travail, l'augmentation des coûts salariaux ont pesé sur les exportations. En outre la dépréciation de la monnaie a renchéri le coût des importations. Par ailleurs, la balance des services est également déficitaire.

Du fait de sa taille le Brésil n'a pas pour le moment de problème pour couvrir aisément ses besoins de financement. Néanmoins, pour attirer les capitaux et réduire les tensions inflationnistes, les autorités doivent consentir des taux d'intérêt élevés réduisant d'autant la croissance. La concurrence des taux américains qui sont amenés à augmenter est problématique. La nouvelle équipe économique au pouvoir a opté pour une politique d'assainissement budgétaire tout en laissant la devise se déprécier (de 9,3% face à l'USD au cours des 2 derniers mois). Les prochains mois risquent d'être compliqués surtout que se profilent les Jeux Olympiques. La croissance brésilienne ne devrait pas dépasser 0,3 % en 2015. Elle pourrait atteindre 1,5 % en 2016.

**D'autres pays d'Amérique Latine sont dans une situation bien plus complexe.**

### **L'Argentine, de la crise financière à la crise politique ?**

L'Argentine habituée aux crises de financement ne finit pas de chasser les fantômes. Sa dernière grande crise des paiements date de 2001. Le pays semble se rapprocher à toute vitesse d'une nouvelle grande crise même si la situation de son secteur bancaire est meilleure qu'il y a une dizaine d'années. L'Argentine est fortement pénalisée par son manque d'accès aux marchés internationaux de capitaux. Elle doit rembourser 11 milliards de dollars cette année tout en faisant face à la baisse des cours des produits agricoles et à la poursuite des fuites de capitaux. Les produits agricoles représentent 60 % des exportations totales. Les cours du soja, du blé et du maïs ont perdu entre 13 % et 19 % au deuxième semestre de 2014. La baisse des revenus tirés de ces exportations est évaluée à près de 20 %. Avec l'accroissement du déficit de la balance des paiements, le pays commence à souffrir d'un manque de réserves de change d'autant plus que les investissements d'origine étrangère se tarissent. Le pays semble entrer dans une période compliquée avec la fin agitée du mandat de Christina Kirchner ; la prochaine élection présidentielle est prévue en juin 2015. L'assassinat du procureur Alberto Nisman qui accusait la Présidente de protéger les responsables d'un attentat réalisé en 1994 accroît les tensions intérieures. L'Argentine devrait donc continuer d'être en récession avec une contraction du PIB de 2 % attendue sur l'année.

## **L'après Chavez n'est pas rose**

Le Venezuela, le premier pays pétrolier du Continent, est certainement au bord d'une crise grave des paiements courants. La baisse des recettes pétrolières a débouché sur une crise économique s'accompagnant d'une pénurie de dollars. La faiblesse des réserves de change (21 milliards de dollars) et les fuites des capitaux imposent l'engagement de mesures de sauvegarde rapides faute de quoi une crise de liquidités pourrait rapidement survenir. Pour le moment, les autorités vénézuéliennes ont eu recours à une politique de contrôles quantitatifs en rationnant les importations et les dollars. Les importations de biens et services sont passées de 71 à 58 milliards de dollars en un an. Pour éviter la crise il faudrait réduire le montant des importations en-dessous à moins de 50 milliards de dollars. Après un recul du PIB de 3 % en 2014, une nouvelle contraction est attendue, en 2015, d'au moins 1 %.

## **La Colombie, un nouvel eldorado ?**

La Colombie qui a bénéficié du niveau élevé des cours du pétrole pour se développer dans les années 2000 doit gérer le tarissement de la rente. Le pétrole représente la moitié des exportations de ce pays. De ce fait, le déficit du compte courant colombien est le deuxième plus important de la région, derrière celui du Brésil. Pays souvent mis en avant avec l'amélioration des conditions de sécurité le pays a bénéficié d'importants investissements d'origine étrangère qui génèrent des rapatriements élevés de bénéfiques et de dividendes.

La Colombie peut néanmoins se reposer sur la demande intérieure qui demeure relativement solide. Les investissements dans le BTP, comme les dépenses publiques, ont compensé dans une certaine mesure la dégradation des termes de l'échange et l'atonie de la demande étrangère.

La Colombie n'est pas dans la même situation que le Venezuela car les flux nets de capitaux couvrent le déficit du compte courant. Par ailleurs la Banque centrale a accumulé des réserves de change, près de 50 milliards de dollars. Les autorités ont également laissé filer la monnaie, le peso a perdu près du quart de sa valeur par rapport au dollar en 2014. La Colombie développe un fort secteur touristique en s'adressant de plus en plus à une clientèle aisée en provenance d'Amérique du Nord voire de l'Europe. La croissance devrait atteindre 4 % en 2015 comme en 2016.

## **Le Chili s'en sort bien**

Le Chili est avec l'Uruguay l'un des pays les plus solides du Continent. Il a bien résisté à la chute des cours du cuivre sa principale richesse naturelle. Le cuivre a perdu 17 % de sa valeur l'année dernière. Néanmoins, le solde du compte courant Chilien s'est amélioré durant l'année avec la progression de l'excédent.

Le Chili qui est fortement importateur de pétrole (près de 20 % de ses importations) a bénéficié de la diminution des cours. Le Chili attire les investisseurs internationaux. Ainsi, les investissements d'origine étrangère représentent le double du déficit du compte courant. Par ailleurs, les fonds de pension constituent un levier important du financement de ce pays.

Il convient de noter que grâce à ses fonds de pension, le Chili a été créancier net. Ceci explique pourquoi les investissements de portefeuille étaient négatifs avant la crise. La seule menace actuelle qui pèse sur ce pays est la remontée des taux américains qui pourrait le priver de capitaux. Le Chili devrait connaître une croissance de 1,7 % cette année quand elle était initialement attendue à 4 %. Le Chili conservera, cette année, sa deuxième place au niveau du PIB par habitant du continent après l'Uruguay.

### L'Uruguay, la Suisse locale tente de passer entre les gouttes

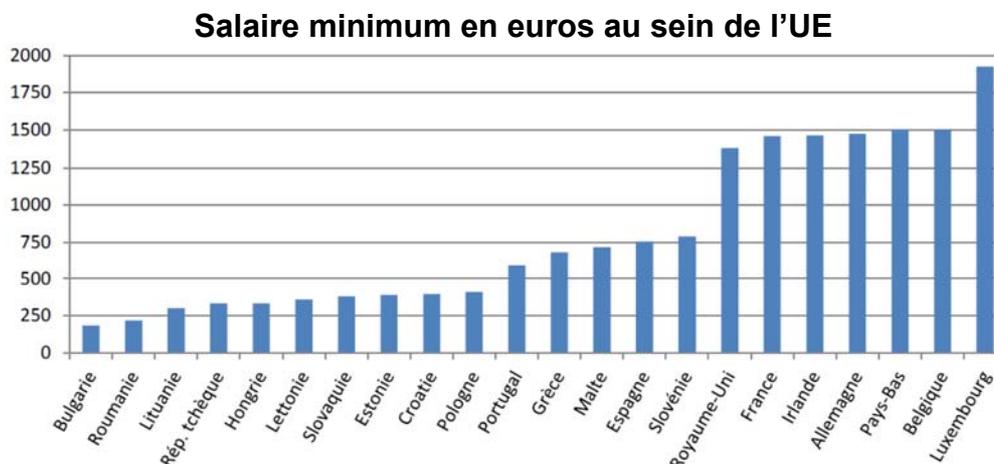
L'Uruguay de son côté qui tente de se spécialiser en place financière du Continent devrait enregistrer une croissance au mieux de 2 à 3 %. Ce pays est impacté par le ralentissement de ses grands voisins et des moindres entrées de capitaux.

### L'Europe du salaire minimum se construit

22 des 28 États membres de l'Union européenne (UE) appliquaient, au mois de janvier 2015, un salaire minimum national. Son montant variait de 184 euros par mois en Bulgarie à 1 923 euros au Luxembourg. Après ajustement des disparités de pouvoir d'achat, l'écart entre les États membres, qui était de 1 à 10 en euros, se réduit à 1 à 4.

Sept autres États membres pratiquent un salaire minimum supérieur à 1000 euros par mois: le Royaume-Uni (1 379 euros), la France (1 458 euros), l'Irlande (1 462 euros), l'Allemagne (1 473 euros), la Belgique et les Pays-Bas (1 502 euros chacun) ainsi que le Luxembourg (1 923 euros). Par comparaison, le salaire minimum fédéral aux États-Unis était également supérieur à 1 000 euros par mois (1 035 euros) en janvier 2015.

Le salaire minimum, exprimé en monnaie nationale, a augmenté en 2015 par rapport à 2008 dans tous les États membres sauf en Grèce, où il a chuté de 14 %, et en Irlande, où il est demeuré inchangé. Les hausses les plus importantes entre 2008 et 2015 ont été enregistrées en Roumanie (+95 %), en Bulgarie (+64 %), en Slovaquie (+58 %) et en Lettonie (+57 %)



## LE COIN DES TENDANCES

### 1,2 milliard de téléphones portables et moi et moi...

En 2014, 1,2 milliard de téléphones portables ont été achetés à l'échelle mondiale pour une population de 7 milliards d'habitants. Les ventes ont progressé de 23 % en un an selon le cabinet GfK. Ces ventes mondiales ont représenté un chiffre d'affaires total de 381 milliards de dollars soit une hausse de 15 % sur un an. Une part non négligeable des achats est réalisée durant le dernier trimestre (plus de 30 %).

Les ventes ont été portées en 2014 par l'Amérique Latine, l'Asie Pacifique, le Moyen-Orient puis par l'Afrique.

GfK prévoit que le marché du portable continuera à croître en 2015 avec néanmoins des progressions en retrait. Le cabinet attend une hausse de 14 % avec un marché assez étale en Europe et en Amérique du Nord du fait d'une saturation de la demande même en ce qui concerne les Smartphone. Ce sont les phablettes avec des écrans compris entre 5 et 5,6 pouces qui devraient connaître la plus forte progression cette année, autour de 150 %.

### Ce n'est pas une illusion, la France qui innove existe...

En 2014, les entreprises françaises ont déposé 13.000 demandes de brevets soit une progression de 4 % par rapport à 2013. La France retrouve ainsi son niveau d'avant crise de 2008.

Au sein de l'Union européenne, la France arrive en troisième position derrière les Pays-Bas et le Royaume-Unis. Elle est sixième au niveau mondial... derrière les Etats-Unis, le Japon et la Chine.

Les secteurs qui déposent le plus de brevets sont la communication numérique, les transports et l'informatique, avant même les biotechnologies.

Parmi les entreprises françaises, Alcatel-Lucent arrive en tête des candidats aux brevets, devant Technicolor et le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique). Parmi les 20 premiers déposants de brevets, figurent les principaux groupes industriels français qui investissent dans la recherche, mais aussi trois organismes de recherche et deux entreprises étrangères.

Un des obstacles au dépôt de brevet est son coût. En Europe, pendant des années, un brevet européen a coûté jusqu'à 18 fois plus cher que chez les américains (36 000 euros chez nous contre... 2 000 outre-Atlantique). En Chine, le brevet coûte la modique somme de 600 euros. Depuis 2014, la nouvelle réglementation européenne a fortement réduit les coûts même si l'Espagne et l'Italie ne l'ont pas encore ratifiée car les brevets ne sont plus traduits qu'en trois langues : le Français, l'Anglais et l'Allemand.

Au-delà des brevets il faut souligner qu'entre 2010 et 2012, 53 % des sociétés marchandes française de 10 salariés ou plus ont innové. Les innovations technologiques, qui correspondent aux innovations ou à des activités d'innovation en produits ou en procédés, ont été entreprises par 37 % des sociétés. Une société sur six a introduit des produits nouveaux qui n'existaient pas sur le marché. 42 % des sociétés ont entrepris des innovations non technologiques, en organisation ou en marketing. Les innovations dans l'organisation, plus souvent dans les méthodes de travail et de prise de décision que dans les procédures ou les relations externes, concernent 34 % des sociétés. Les innovations de marketing, notamment sur les modes de promotion, l'apparence ou les stratégies de tarification, concernent 25 % des sociétés.

Selon l'INSEE et une étude européenne sur l'innovation, les deux secteurs les plus innovants sont l'information et la communication ainsi que les activités financières et d'assurance : respectivement 69 % et 67 % des sociétés de ces secteurs ont innové entre 2010 et 2012.

Les sociétés exportatrices innovent davantage que les autres (64 % contre 43 % des sociétés non exportatrices), en particulier pour créer de nouveaux produits.

La moitié des entreprises ayant au cours des années 2010 à 2012 innové, ont reçu un soutien financier public pour la conduire. La proportion de celles ayant bénéficié du crédit d'impôt recherche ou d'une autre exonération fiscale ou sociale s'établit à 40 % ; 24 % ont obtenu des subventions, prêts, avances remboursables ou garanties de prêt et 15 % ont bénéficié de ces deux types de soutien public. Une entreprise sur trois engagée dans un processus d'innovation a déposé un brevet, une marque, un modèle ou un dessin.

## AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Dimanche 1<sup>er</sup> mars

En **Chine**, seront publiés **les indices PMI manufacturier et non manufacturier**.

### Lundi 2 mars

En **France**, seront connues **les immatriculations automobiles** du mois de février.

Seront publiés **les indices PMI manufacturiers de l'Espagne, de l'Italie, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de la zone euro et du Royaume-Uni**.

Pour la **zone euro**, il faudra suivre **l'indice des prix à la consommation** pour le mois de février. Au mois de janvier, les prix avaient reculé de 0,6 %. L'inflation pourrait avoir baissé de 0,5 %. Les prix de l'énergie commencent à se stabiliser.

Toujours pour la **zone euro** sera rendu public **le taux de chômage** du mois de janvier.

Aux **Etats-Unis**, il faudra surveiller **l'évolution des dépenses de consommation des ménages** pour le mois de janvier ainsi que **celle des revenus et des dépenses de construction**. **L'indice ISM manufacturier** du mois de février sera communiqué.

Au **Japon**, sera rendue publique **la base monétaire à fin février**.

### Mardi 3 mars

En **Suisse**, sera communiqué le résultat **du PIB pour le quatrième trimestre 2014**. Au 3<sup>ème</sup> trimestre, la hausse avait été de 0,6 %. Une baisse est attendue.

En **Allemagne**, il faudra suivre **l'évolution des ventes de détail** du mois de janvier.

Pour la **zone euro**, sera connu **l'indice des prix à la production** du mois de janvier.

Aux **Etats-Unis**, sera publié **l'indice PMI manufacturier**.

### Mercredi 4 mars

Seront communiqués **les indices PMI des services pour la Chine, la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la zone euro et les Etats-Unis**.

### Jeudi 5 mars

En **France**, sera publié **le taux de chômage au sens du BIT** pour le quatrième trimestre. Au 3<sup>ème</sup> trimestre, il était de 10,4 %.

En **Grèce**, sera connu **le taux de chômage** du mois de décembre. Au mois de novembre, il s'élevait à 25,8 %.

Pour le **Royaume-Uni et la zone euro**, il faudra suivre les réunions de banques centrales. Aucun changement de taux n'est attendu.

Aux **Etats-Unis**, il sera intéressant de suivre **les coûts salariaux** du 4<sup>ème</sup> trimestre. Ils avaient baissé de 2,3 % au 3<sup>ème</sup>.

### **Vendredi 6 mars**

En **Suisse**, il faudra regarder l'évolution **du taux de chômage** de février. Il était de 3,1 % au mois de janvier. Sera également communiqué **l'indice des prix** du mois de février.

En **Allemagne**, sera publiée **la production industrielle** du mois de janvier. Une augmentation est espérée.

En **France**, il faudra suivre les résultats de **la balance commerciale et du budget** pour le mois de janvier. Sera également publiée **l'enquête de conjoncture de la Banque de France**.

Pour la **zone euro**, le résultat du **PIB pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2014** fera l'objet d'une confirmation.

Aux **Etats-Unis**, sera publié le résultat de **la balance commerciale** du mois de janvier. La balance s'était dégradée au mois de décembre avec un déficit de 46,58 milliards de dollars.

Toujours aux Etats-Unis, il faudra également suivre avec attention **les résultats de l'emploi pour le mois de février avec le taux de chômage et le taux de participation au marché de l'emploi**. Le taux de chômage devrait baisse à 5,6 %. Près de 260 000 créations d'emploi sont attendues. Sera également connue l'évolution **du revenu horaire moyen** pour le mois de février. Enfin, il sera utile d'avoir un œil sur **la variation du crédit à la consommation** pour le mois de janvier.



**La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata**

**Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson**

**Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.**

**Sites Internet : [www.lorelo.fr](http://www.lorelo.fr)**

#### **Pour ton contact et correspondance**

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

#### **Abonnement : à adresser à [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)**

**Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre**

**Un lecteur : 750 euros TTC**

**De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC**

**Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement**

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

#### **Adresse de facturation**

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

-----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

#### **Mode de paiement**

**Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA**

**Virement bancaire**

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC